

QUEL CAPITALISME A L'EST ? Le cas de la Bulgarie

"Le meilleur moyen pour l'accumulation primitive, c'est un coup de pistolet dans le ventre" Al Capone, Chicago, 1931.

Assen SLIM

La Bulgarie reste en 1995 le seul pays d'Europe centrale et orientale à demeurer en récession économique. La politique pratiquée dès 1991 n'a pas apporté les résultats escomptés. Au-delà de la politique bulgare, c'est le cadre théorique libéral lui-même qui semble être remis en cause dans son aptitude à comprendre la transition bulgare.

Dès lors, une recomposition théorique s'impose pour éclairer et définir les grands axes du changement*.

La transition bulgare

En février 1991, la Bulgarie, suivant l'exemple des autres pays d'Europe centrale et orientale (PECO), s'engage à son tour sur la voie des réformes économiques. La formule de l'ancien ministre des Finances tchèque, Vaclav Klaus, est alors reprise par le gouvernement bulgare¹: « *Notre choix se porte sur une économie de marché sans qu'aucun adjectif ne vienne compliquer ou obscurcir le sens de ce mot* »². La notion de « transition » refait alors son apparition dans la littérature économique bulgare. Mais, contrairement aux débats des années soixante³, il s'agit à présent de la « transition vers l'économie de marché ».

Rendue inévitable par la crise aiguë du modèle de croissance extensive bulgare et par un effritement accéléré de la légitimité du régime communiste incarné par Todor Jivkov⁴, la transition bulgare est favorisée par un appui massif de la population. Dès juin 1990, des manifestations étudiantes et des agitations nationalistes ont lieu à Sofia et dans les principales villes du pays. Les observateurs internationaux avancent alors le terme de « Printemps bulgare » pour décrire cette période d'euphorie populaire qui s'est prolongée même après l'élection de Jeliou Jeleu en août 1990⁵.

La transition vers le marché, symbole de la rupture avec le socialisme, est perçue comme le retour à la rationalité économique et comme une sortie de la crise par la mise en œuvre d'une politique d'inspiration libérale.

Sous l'égide du FMI, de la BIRD, de la BERD⁶, de l'Union Européenne, et fort des conseils d'économistes libéraux occidentaux, le gouvernement Dimitrov lance en février 1991 un programme économique de

* Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien apporté par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans le cadre de l'action nationale « Aires culturelles ». Je tiens à remercier ici toutes les personnes qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la création des allocations individuelles « jeunes chercheurs ». Je remercie également tous les chercheurs de l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences Bulgare et plus particulièrement le vice-directeur Mitko Dimitrov, ainsi que Rossitsa Chobanova et Vasselin Mintchev qui m'ont fourni des données extrêmement précises ainsi que des réponses claires et détaillées à mes questions. Enfin, l'auteur assume seul la responsabilité des opinions et des erreurs qui pourraient être trouvées dans ce texte.

¹ Gouvernement Dimitrov (08/11/91 puis 20/05/92 au 31/12/92)

² Voir V. Klaus [1990].

³ La notion de « transition » est apparue en 1917, lorsque Lénine écrivit « l'Etat et la révolution », dans lequel il s'emploie à interpréter les analyses de Marx et Engels. Un chapitre entier est intitulé « la transition du capitalisme au communisme »; on peut y lire : « [...] le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste, est impossible sans une 'période de transition politique'; et l'Etat de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat » (Voir V.I. Lénine [1917]). Dans les années soixante, une vaste littérature économique marxiste a repris ce thème; l'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui ce soit la transition inverse qui soit en oeuvre dans les PECO.

⁴ T. Jivkov, 1er secrétaire du Parti Communiste Bulgare (PCB), a dirigé le pays de 1954 à 1989.

⁵ J. Jeleu: président fondateur de l'Union des Forces Démocratiques (UFD), élu Président de la République bulgare en août 1990 par le Parlement, puis le 19 janvier 1992 au suffrage universel.

⁶ FMI: Fonds monétaire international

BIRD: Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale).

BERD: Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

transition apparenté à la thérapie de choc polonaise: réduction des dépenses budgétaires grâce aux diminutions des subventions de l'Etat, politique monétaire restrictive destinée à ralentir une demande accélérée par la libéralisation des prix et du commerce extérieur.

Les nouveaux économistes libéraux bulgares s'inspirent pour leurs réformes d'un cadre théorique libéral développé en Occident. Il est donc nécessaire d'identifier précisément ce cadre, ainsi que la portée de son pouvoir explicatif sur la transition bulgare.

Les apports de l'analyse libérale

Le cadre théorique libéral qui inspire les économistes bulgares est issu de deux influences doctrinales distinctes. Il s'agit d'une part du libéralisme d'inspiration néo-classique dans la filiation d'Adam Smith et de Léon Walras, courant théorique pour lequel le marché constitue le mécanisme autorégulateur central de l'économie, voire de la société; d'autre part du libéralisme d'inspiration autrichienne dans la filiation de Ludwig von Mises et de Friederich A. von Hayek, pour qui le marché est avant tout un procédé de transmission de l'information qui possède la rationalité d'un ordre spontané et non pas artificiellement construit.

L'irrationalité du système socialiste bulgare

Le courant libéral a fourni dès les années trente une critique de la planification centralisée qui semble se vérifier aujourd'hui avec l'effondrement des économies socialistes.

Le choix actuel de ce cadre théorique libéral se situe dans le prolongement du débat de l'entre-deux-guerres portant sur l'irrationalité de la planification centralisée et des méthodes d'élaboration du Plan⁷. Le courant libéral a toujours considéré qu'une économie centralement planifiée procédait à une allocation irrationnelle des ressources la condamnant tôt ou tard à disparaître. L'un des articles les plus agressifs à ce sujet est dû à Ludwig von Mises qui soutient qu'une économie sans monnaie et sans prix de marché est irrationnelle et que l'échange des moyens de production ne peut s'établir que sur la base de leur propriété privée: « *Dans la communauté socialiste tout changement économique devient une difficile entreprise dont la réussite ne peut être évaluée à l'avance ni déterminée rétrospectivement. On avance à l'aveuglette [...]. Le socialisme, c'est l'abolition de la rationalité économique* »⁸.

Les grands axes des réformes à entreprendre

Les réformes entreprises à partir de février 1991 par le gouvernement bulgare sont conformes à la théorie libérale définie précédemment.

* Le marché étant perçu comme le mécanisme autorégulateur ultime de l'économie, le gouvernement adopte en juillet 1991 un Code de Commerce qui détermine les formes et le fonctionnement des sociétés commerciales, puis, en janvier 1992, une Loi sur l'activité économique des personnes étrangères et sur la protection des investissements étrangers.

Le choix de la thérapie de choc fait lui aussi référence au cadre analytique libéral: le marché se formera spontanément (donc rapidement). La filiation aux théories évolutionnistes et plus précisément à la thèse schumpétérienne de la « destruction créatrice » (il faut détruire le vieux pour qu'émerge le neuf) est ici sensible⁹.

* Les prix étant perçus comme le véhicule essentiel de l'information, conduisant à une allocation optimale des ressources dans l'économie, le gouvernement bulgare va libérer le 1er février 1991 les taux d'intérêt et 90% des prix¹⁰.

* La monnaie, outre sa fonction d'unité de compte, doit redevenir un moyen d'échange, un instrument de réserve de la valeur et retrouver sa fongibilité. Dans ce sens, le gouvernement bulgare instaure, le 9 février 1991, la convertibilité interne du lev en adoptant un cours flottant (le taux de change étant fixé au jour le jour par la Banque Nationale Bulgare (BNB) selon une méthode d'enchères). Et puisque la monnaie constitue l'outil

⁷ Concernant la rationalité de l'allocation des ressources en économie centralement planifiée, se référer à L. von Mises et F.A. von Hayek d'une part et à O. Lange d'autre part. (consulter la bibliographie)

⁸ Concernant cette citation de L. von Mises, voir W. BRUS [1970], dans notre bibliographie.

⁹ J. Schumpeter [1942], voir la bibliographie.

¹⁰ Les 10% restants correspondent aux produits de première nécessité faisant toujours l'objet d'un droit de regard.

de référence de la banque centrale d'un pays, le gouvernement bulgare adopte, en février 1992, une Loi qui tente de faire de la BNB une véritable Banque centrale. Quant au système bancaire, sa restructuration est confiée à une compagnie de consolidation bancaire.

Pour tenter de juguler l'inflation provoquée par la libération des prix, le gouvernement bulgare met rapidement en place une politique monétaire restrictive en augmentant les taux d'intérêt. C'est la théorie libérale monétariste de l'inflation développée par Milton Friedman¹¹ qui sert ici de référence.

* L'échange étant perçu comme l'acte fondamental de l'économie, le gouvernement bulgare entreprend dès 1991 le démantèlement du monopole d'Etat du commerce extérieur et accorde à toutes les entreprises bulgares le droit d'échanger librement et directement entre elles et avec l'étranger. Les restrictions quantitatives aux échanges ainsi que le système de taxes et de taux de change multiples sont supprimés. Un nouveau tarif douanier est adopté en mai 1992.

* La propriété privée est perçue dans le cadre analytique libéral comme le socle garantissant l'existence de centres de décisions autonomes, capables de créer de la valeur. Dans cette optique, la privatisation apparaît comme le vecteur d'une décentralisation des unités de décisions. Par ailleurs, toute une littérature libérale exploite l'idée que l'entreprise privée a une capacité intrinsèque à se montrer plus performante que son homologue publique. Ainsi, dès 1991, le gouvernement bulgare décide de scinder les entreprises en unités plus petites. En octobre 1992, des opérations de privatisation sont menées par une Agence de Privatisation.

* La contrainte budgétaire adressée aux agents économiques doit devenir « dure »¹². Dans cette optique, le gouvernement bulgare diminue le montant des subventions accordées aux entreprises, puis supprime les allocations systématiques, les faveurs et exemptions fiscales, ainsi que les crédits gratuits sans garantie de remboursement. Conformément à son cadre théorique de référence, il pratique une politique budgétaire restrictive.

Tout acte de politique économique trouve sa genèse dans une influence théorique bien précise. Comme nous venons de le montrer, la thérapie de choc bulgare trouve son origine dans le cadre théorique libéral.

Instructif, le cadre d'analyse retenu par les Bulgares n'en est pas moins insuffisant à appréhender certains enjeux de la transition économique. Pour mettre à jour ses carences, il nous faudra le confronter avec la réalité (résultats obtenus par la politique bulgare), mais également relever les limites de sa logique propre (le mythe du marché spontané, le mythe du marché pur et parfait).

Les limites de l'analyse libérale de la transition:

Juger de la pertinence d'un cadre théorique, revient, entre autres, à apprécier les résultats de la politique économique qui en est issue.

La thérapie de choc/d'échec¹³ bulgare

Les performances économiques obtenues en Bulgarie, suite à l'application de la thérapie de choc sont décevantes.

Principaux indicateurs économiques de la Bulgarie de 1990 à 1994

	1990	1991	1992	1993	1994
Croissance du PIB (%)	-9,1	-11,7	-5,6	-4,2	-0,8*
Evolution de la Production industrielle (%)	n.i.	n.i.	-16,2	-9,3	+4
Taux de chômage (%)	1,5	10,3	15,3	16,4	13,0
Inflation(%)	+23,9	+334,5	+82,6	+72,8	+120
Taux de change officiel					

¹¹ M. Friedman & A. Schwartz [1982], voir la bibliographie.

¹² Contrainte budgétaire « dure » au sens de l'économiste hongrois J. Kornai [1984].

¹³ Selon cette problématique, mais concernant la Russie, voir W. Andreff [1993] dans notre bibliographie

au 31/12, 1 USD = en leva	n.i.	10,3	18,7	26,2	65,9
Exportations (millions USD)	5674	3336	5093	3640	4700
Importations (millions USD)	6868	2456	4609	4330	4900
Solde de la balance courante (millions USD)	-1800	-900	-300	-1243	-800
Réserves en devises (millions USD)	n.i.	1810	2660	660	900
Dette extérieure totale (millions USD)	10867	11970	12146	11680	n.i.

* +0,2% selon l'Office Bulgare des Statistiques.

Sources: ONU, FMI, Banque mondiale, Office Bulgare des Statistiques.

L'étude du tableau montre que la relance bulgare tarde à se manifester. Les déséquilibres économiques restent importants. En 1994, la Bulgarie est devenue le seul des PECO associés à l'Union Européenne¹⁴ à ne pas sortir de la récession avec un recul du PIB de 0,8%. Même si la production industrielle tend à se stabiliser, les résultats demeurent ne répondent pas aux attentes. Il en est de même avec l'agriculture (qui ne figure pas dans le tableau).

La contribution globale au PIB du secteur privé n'est estimée qu'à 22% pour 1994 (soit trois ans après le début des réformes). Le chômage, malgré un léger déclin, demeure élevé (13% de la population active en 1994).

Les pressions inflationnistes restent fortes. Il est à noter que l'inflation, après s'être ralentie de 1991 à 1993, a atteint un taux d'inflation à trois chiffres en 1994. Cette tendance est aggravée par un déficit budgétaire toujours important (11% du PIB en 1993, 8% du PIB en 1994) ainsi que par l'introduction de la TVA en 1994, la forte dépréciation du lev et le relèvement des prix de l'énergie.

La privatisation par vente des actifs piétine tandis qu'un programme de privatisations de masse (qui présente des similitudes avec le schéma tchèque) a été adopté en 1994, mais n'est toujours pas appliqué. De plus, on « assiste à une dangereuse décapitalisation de l'industrie, le matériel n'est plus entretenu, les investissements pratiquement gelés et l'essentiel des ressources en devises consacré à l'importation de biens de consommation d'énergie »¹⁵.

Par ailleurs, la Bulgarie attire très peu d'investissements directs étrangers.

Il est vrai qu'elle a entamé ses réformes économiques dans un contexte général qui lui est défavorable (embargo de l'ONU envers l'Irak, puis la Serbie et le Monténégro; retard dans la mise en œuvre de l'accord d'association qui la lie à l'Union européenne). Ces contraintes ne peuvent en aucun cas apparaître comme des causes des mauvais résultats de la politique, mais tout au plus comme amplificatrices. Les mauvaises performances économiques découlent directement du cadre théorique libéral, apparemment inapproprié à une transition systémique.

Il est possible de dégager d'autres limites du cadre théorique libéral.

Le mythe du marché pur

Une économie dans laquelle le marché est pur et parfait, cantonnant l'Etat à un rôle de « gendarme », dans laquelle l'information est pure, impliquant une parfaite rationalité des agents économiques n'existe nulle part. Cette image idéale et utopique du marché est celle fournie par le cadre théorique libéral dont les économistes bulgares s'inspirent. Le fait que l'aide occidentale soit conditionnée par l'application de mesures visant à établir une économie de marché beaucoup plus libérale qu'elle ne l'est dans les pays d'Europe de l'Ouest renforce ces tendances utopiques¹⁶.

La principale limite du cadre théorique libéral dominant en Bulgarie réside dans l'emploi trop finaliste de la notion de transition. Comme le souligne Bernard Chavance¹⁷, l'expression « transition vers l'économie de marché » (couramment employée dans les discours de politique économique bulgare), contient implicitement un biais libéral trop fort, « car cela peut impliquer qu'on raisonne en termes de passage d'un état stable connu à un nouvel état stable connu, occultant ainsi certains problèmes décisifs: la forte indétermination propre à un

¹⁴ Tous les autres PECO affichent pour 1994 une reprise de la consommation des ménages, des exportations, des investissements et de la production industrielle. Sur ce thème voir J-P. Broclawski et N. Holcblat [1995] ainsi que Business Central Europe [1995].

¹⁵ P. Tailbot [1994], p. 22.

¹⁶ A. Slim [1993], p. 22.

¹⁷ B. Chavance [1990], p. 88.

processus par essence complexe (le changement systémique); l'incertitude portant sur la nature même de l'état final - il peut très bien y avoir transition à un état imprévu, le cas échéant indésirable-; la possibilité d'un blocage de la transition ou de l'absence de stabilisation du changement. »

Dans la pratique, les rigidités de l'ancien système sont telles que les réformateurs bulgares sont loin d'avoir constitué ce marché conforme à leur cadre théorique de référence. Le Président Jeliou Jeleu a d'ailleurs déclaré en décembre 1992 que si les monopoles d'Etat ont en principe disparu, dans la réalité, 95% d'entre eux existaient toujours¹⁸.

Pour ces raisons, la conception libérale de la transition des PECO ne nous semble pas apte à servir de référence à des réformes dites de transition. Il est nécessaire d'avoir une vision théorique plus ouverte de la transition.

Le mythe du marché spontané

Le marché était censé occuper spontanément la place laissée par la planification centralisée. La thérapie de choc devait permettre la constitution rapide d'un marché autorégulateur, équilibrant offre et demande, etc.

La question est donc de savoir si le marché existe ou non en Bulgarie.

Si la réponse est affirmative, alors le cadre théorique libéral serait justifié dans son usage pour des phénomènes de transition.

Une description de ce qui pourrait être considéré comme le marché bulgare nous permettra de nous faire une opinion :

* Un « marché » sans comportement économique discipliné :

La libre concurrence se confond avec « la loi de la jungle », dans le sens où la majorité des agents économiques maximisent certes leurs profits, mais le plus souvent en bafouant les lois¹⁹. Il n'existe aucune statistique précise sur la fraude fiscale, la tricherie et la corruption, qui sont estimées approximativement entre 20 et 50% du PIB. En 1994 par exemple, des ministres ont dû démissionner pour corruption. Ce comportement est un héritage du passé que nous pouvons nommer « héritage tolkatchiste »²⁰.

De plus, le profit se résume à des gains spéculatifs rapides en raison d'une aversion trop grande pour le risque concernant les activités productives.

Comme le souligne Wladimir Andreff, « un comportement économique discipliné n'est pas spontané. Son implantation dans les PECO demande formation, éducation, et sans doute le temps d'une génération. »²¹

* Un « marché » sans loi sur les faillites:

Cette lacune rend impossible la suppression des grands monopoles d'Etat et, par voie de conséquence, la constitution d'un marché dont l'entrée est ouverte à tous les agents, dans toutes les activités²². Il n'y a pas aujourd'hui en Bulgarie d'atomicité du marché.

* Un « marché » dominé par la criminalité:

Les « Bourtsité » (littéralement les « lutteurs ») constituent le groupe mafieux le plus puissant dans le pays. Leurs activités sont très diversifiées et vont du recouvrement musclé de créances au meurtre, en passant par le racket. En août 1993, le Maire de Sofia dénonce la criminalité dans la capitale et parle de 250 meurtres depuis le début de l'année.

Le marché bulgare sert de plaque tournante au trafic de drogue et au trafic de carburant (ce dernier dû essentiellement à l'embargo décrété par l'ONU à l'encontre de la Serbie et du Monténégro)²³.

* Un « marché » dominé par des réseaux:

¹⁸ New York Times, 14 décembre 1992, p. 12.

¹⁹ A ce sujet, voir E. Magnin & B. Chavance [1995], p. 8.

²⁰ Durant la période communiste, les tolkatchi (littéralement les « pousseurs ») étaient des employés chargés de « pousser » les dossiers de demande d'inputs, de subventions, etc. des entreprises vers les décideurs dans les administrations compétentes. Les tolkatchi devaient marchander, harceler les décideurs, les corrompre éventuellement.

²¹ W. Andreff [1993], p. 396, souligné par nous.

²² Notion de « marché contestable ».

²³ En 1993, les douanes saisissent quatre fois plus d'héroïne qu'en 1992 et arrêtent 64 trafiquants. Le 21 décembre 1993, la police bulgare arrête 49 trafiquants de carburant à la frontière bulgare-serbe.

Dans l'ancien système centralement planifié bulgare, la coordination économique était assurée par des réseaux, à savoir des agents économiques nouant des relations (formelles et informelles) mutuelles tout au long du processus de production.

A partir de 1991, le système centralement planifié est officiellement détruit en Bulgarie, de même que les réseaux par voie de conséquence. Or, comme le remarque à juste titre Yorgos Rizopoulos « *la destruction ne signifie pas la disparition* (de ces réseaux). *A partir de leur expérience antérieure, les acteurs tentent de reconstituer les relations qui leur ont permis de survivre dans le passé* »²⁴.

C'est ainsi qu'entre 1991 et 1993, 15 000 policiers ont démissionné pour monter des entreprises privées. Ces sociétés réalisent des gains spéculatifs très importants et constituent le tissu sur lequel se reconstituent les anciens réseaux.

Peut-on, dès lors, parler de marché en Bulgarie?

Il semblerait que le marché ne se soit pas constitué spontanément en Bulgarie. La thèse schumpetérienne de « la destruction créatrice » qui, comme on l'a montré, a exercé une influence certaine sur les réformateurs bulgares, a été comprise à contresens, à savoir qu'il fallait détruire le vieux pour qu'émerge spontanément le neuf, alors que Schumpeter y voyait au contraire un processus lent et cyclique lié notamment à l'innovation. On retrouve chez Bernard Chavance un développement théorique similaire : « *L'erreur de perspective la plus nette, dans l'optique de la transition précisément, consiste à croire qu'une déréglementation et une flexibilisation radicales et brutales de l'ancien système supposé hétéro-régulé vont permettre la constitution spontanée du marché autorégulateur, que les prix constitués par une libre confrontation de l'offre et de la demande se chargeront de l'élimination de la pénurie et des ajustement nécessaires [...], enfin que les rééquilibres après une période intermédiaire douloureuse seront plutôt rapides.* »²⁵.

Forts de cette explication, nous pouvons en déduire que le marché n'est pas constitué en Bulgarie.

Un nouveau corpus théorique pour l'analyse de la transition?

Dans la mesure où la politique économique est nécessairement basée sur un cadre théorique, lorsque ce cadre est inadéquat et non pertinent dans certaines situations, la politique économique qui en découle l'est aussi. En cela nous rejoignons l'idée que « *la transformation postsocialiste ne pourrait être comprise comme une simple marketisation, mais comme un processus de changement radical des formes du marché, avec des relations modifiées entre les marchés et d'autres modes de coordination [Etat, réseaux et micro-hiérarchies (firmes)]* »²⁶.

Déjà le consensus social bulgare autour de la politique libérale de choc s'effrite. Le point d'aboutissement de la transition apparaît beaucoup moins net que la formule déjà citée de Vaclav Klaus. Comme le souligne Wladimir Andreff « *entre le capitalisme libéral et l'économie sociale de marché, il y a plus qu'une nuance* »²⁷. Politiquement, cet effritement du consensus social est mis en évidence par le changement régulier des équipes gouvernementales : d'ultra-libérale avec le gouvernement de Filip Dimitrov (du 8 nov. 1991, puis du 20 mai 1992), elle devient centre-gauche avec le gouvernement de Luben Berov (du 31 déc. 1992, puis du 23 juin 1993), puis socialiste²⁸ avec le gouvernement de Jan Videnov (du 18 déc. 1994). Sans avoir véritablement un nouveau corpus théorique de référence, Jan Videnov s'est engagé, durant sa campagne, à ralentir la transition vers l'économie de marché de manière à en atténuer le coût social.

Certains auteurs occidentaux, constatant les insuffisances du cadre théorique libéral, tentent une relecture de la transition selon des approches hétérodoxes. C'est le cas notamment de Lawrence Nowicki qui, dans un récent article, applique l'approche dite « *market-friendly* » à la transition bulgare. L'auteur admet que le marché n'est pas encore constitué : « *Cette approche, dite 'market-friendly' fournit un cadre analytique qui n'est pas hostile au marché. Au contraire, elle lui est fondamentalement favorable, d'où le terme 'friendly'. Toutefois, cette approche n'est pas parfaitement conforme à la logique du marché puisqu'elle reconnaît que l'Etat joue un rôle primordial là où le marché ne fonctionne pas bien* ».²⁹

L'auteur fait une relecture théorique de la transition en étudiant les points sur lesquels il faut agir en priorité pour progresser vers l'économie de marché. Nowicki en arrive à souligner « *le rôle primordial des*

²⁴ Y. Rizopoulos [1994], p. 7.

²⁵ Voir B. Chavance, op. cit., p. 90.

²⁶ E. Magnin & B. Chavance [1995], pp. 16-18.

²⁷ W. Andreff, op. cit., p. 412.

²⁸ On peut désormais parler de cohabitation au sens français du terme tel qu'il a été défini par Raymond Barre.

²⁹ L. Nowicki [1994], p. 81.

structures institutionnelles et de l'« armature » réglementaire pour forger des économies de marché sur les décombres des Etats communistes »³⁰.

Sans sortir franchement du corps théorique libéral, l'auteur en vient néanmoins à souligner le rôle essentiel de l'Etat et de la non spontanéité du marché. Néanmoins, l'approche de l'auteur ne lui permet pas d'appréhender la régulation qui s'est constituée en Bulgarie. Lawrence Nowicki raisonne en termes de passage d'un état stable et connu (l'économie centralement planifiée bulgare) vers un autre état stable et connu (l'économie de marché mixte). En revanche, pour la période actuelle, il relève les indices de la non-émergence du marché sans pouvoir les fédérer entre eux dans une problématique plus générale. Il ressort de l'approche « market-friendly » qu'elle est inefficace à appréhender la logique fédératrice des indices de crise bulgare. Elle ne peut montrer qu'il existe un mode de régulation en Bulgarie aujourd'hui.

La transition bulgare, esquisse d'une révision théorique: l'accumulation primitive

Puisqu'il n'existe ni Plan, ni marché en Bulgarie, comment la régulation de l'économie est-elle assurée? Existe-t-il une régulation, ou, comme le titre Christophe Chiclet dans un récent article, la Bulgarie serait-elle en « lente décomposition »³¹?

La régulation par les réseaux³²

Comme nous l'avons montré, l'abolition de la planification centralisée n'a pas abouti en Bulgarie à l'apparition d'acteurs isolés entrant en relation sur un marché anonyme, mais au contraire à la reconstitution spontanée des réseaux et relations de pouvoir anciens. « *Les réseaux économiques jouent un rôle significatif dans la coordination* »³³. Les réseaux ont pris une telle ampleur en Bulgarie qu'ils se sont substitués au marché. De plus, ils n'obéissent qu'à des règles et valeurs individuelles. Leur particularité par rapport à une relation marchande traditionnelle est qu'ils offrent plus de possibilités de contournement de la loi. Le lien entre les agents y est plus complexe qu'un simple lien commercial. Les relations nouées entre les agents économiques sont aussi bien formelles qu'informelles. Les réseaux génèrent leurs propres « règles du jeu ».

Le cadre théorique libéral est pertinent lorsqu'il est appliqué à des économies de marché constituées; en revanche, il ne dit rien concernant une économie régulée par des réseaux.

Dès lors, il est nécessaire de se demander s'il existe un outil théorique pertinent à l'appréhension du phénomène de constitution spontanée des réseaux en Bulgarie. S'il existe, cet outil devrait d'une part nous permettre de fournir une explication générale de l'état de la transition Bulgare; il devrait d'autre part nous servir de cadre théorique pour l'élaboration d'une nouvelle politique économique de la transition en Bulgarie.

Le concept de l'accumulation primitive

La Bulgarie tente un passage du Socialisme au Capitalisme (au sens large). Elle se situerait en ce moment dans une phase précapitaliste dans laquelle « l'économie des réseaux » s'est instaurée à la place de « l'économie de marché ». Comment alors le capitalisme a-t-il trouvé les moyens de se développer en occident?

Karl Marx s'est posé ce type de question il y a 150 ans, mais, pour des raisons idéologiques (parfois légitimes), l'analyse de cet auteur est aujourd'hui largement discréditée. Le socialisme est devenu un vocable suspect à l'Est. Cette position extrême est peut-être justifiée concernant l'analyse de Karl Marx portant sur le socialisme et l'avènement du communisme, en revanche, elle est discutable concernant l'analyse que fait l'auteur du capitalisme.

Le point qui a attiré notre attention se trouve dans l'explication que Karl Marx donne de la naissance du Capitalisme. L'accumulation du capital expliquerait le développement cumulatif du capitalisme et non son origine. Sur cette question, l'auteur va élaborer un outil théorique précis qu'il nomme « accumulation primitive » : « *Tout ce mouvement (accumulation capitaliste) semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith)*

³⁰ L. Nowicki, op. cit., p. 86.

³¹ C. Chiclet [1994].

³² Un réseau peut par exemple être constitué d'un importateur d'un bien A, d'un douanier particulier et de quelques clients précis.

³³ E. Magnin & B. Chavance [1995], p. 24.

antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir à elle »³⁴. L'auteur insiste sur le caractère conflictuel d'une telle accumulation en étudiant tour à tour, « l'expropriation de la population campagnarde »³⁵, « la légalisation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle »³⁶, l'intervention de « l'Etat, favorisant l'exploitation du travail-et, partant, l'accumulation du capital-[...] »³⁷.

L'accumulation primitive correspond à une période au cours de laquelle les rapports de force sont violents. « La spoliation des biens d'église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive »³⁸. Mais ces rapports de force s'exercent dans un sens bien précis, celui de la formation d'un certain mode de régulation qui niera par la suite l'usage de la violence, au profit du respect de la propriété privée.

Transition bulgare et accumulation primitive

L'accumulation primitive peut être un concept pertinent dans l'analyse de la transition bulgare à condition de l'adapter sur plusieurs points.

Il paraît utile de préciser tout d'abord que Karl Marx traitait de la transition du Féodalisme vers le Capitalisme. Notre point de départ est autre.

Par ailleurs, il est nécessaire de prendre du recul face à la dimension idéologique très marquée des écrits de l'auteur. Dans l'outil théorique « d'accumulation primitive » nous importent tout particulièrement deux éléments:

- la constitution, entre les mains d'un groupe donné, de moyens financiers suffisants pour disposer des moyens de production.
- l'expropriation de la masse de main d'œuvre ne disposant plus que de sa force de travail.

Ces deux éléments vont nous permettre une relecture de la transition bulgare.

* Réseaux et accumulation primitive:

Dans ce nouveau cadre d'analyse, les réseaux s'apparentent au support de l'accumulation primitive bulgare (support ayant émergé spontanément de l'ancien système). Si l'on y ajoute l'« héritage tolkatchiste » issu de l'ancien système, l'ensemble des réseaux devient difficilement contrôlable³⁹.

* discipline économique et accumulation primitive:

La corruption, le vol et la criminalité s'inscrivent également dans une logique plus générale d'accumulation primitive. Il est à noter qu'on retrouve ici le caractère violent des rapports de forces soulignés par Karl Marx.

* Privatisations et accumulation primitive:

Les privatisations⁴⁰ apparaissent comme un moyen de s'approprier le capital, donc comme un instrument de l'accumulation primitive.

Il se trouve que c'est l'ancienne nomenklatura bulgare qui, de par sa situation privilégiée dans l'ancien système, dispose des fonds nécessaires à cette appropriation. Il est possible dès lors de parler de privatisation « spontanée ».

La privatisation constitue également une procédure de reconstitution des anciens réseaux. C'est ainsi que d'anciens policiers et douaniers bulgares qui avaient réussi à détourner des fonds durant la période communiste, ont été les premiers à bénéficier des privatisations. Il n'est pas étonnant, en conséquence, de constater que la population bulgare ne possédant pas les capitaux suffisants s'élève contre les privatisations, et notamment contre les privatisations par vente d'actifs.

La thèse de l'accumulation primitive nous permet d'insérer privatisation, réseaux, corruption, etc. dans une logique générale de la transition bulgare. Cette thèse a aussi des implications en matière de politique économique.

³⁴K. Marx [1867], p. 153, souligné par l'auteur.

³⁵K. Marx, op. cit., p.157.

³⁶K. Marx, op. cit., p.175.

³⁷K. Marx, op. cit., p.184.

³⁸K. Marx, op. cit., p.174.

³⁹ Ca qui recoupe l'idée de « marchés malsains » développée par W. Andreff. Il faudrait ici parler de « réseaux malsains ».

⁴⁰ qu'elles soient légales ou bien qu'elles relèvent de délits d'initié et autres malversations.

Quelle politique économique en Bulgarie?

* De la thérapie de choc au gradualisme:

La thérapie de choc a considérablement amoindri le niveau de vie de la population depuis 1991. « *Il est commode, mais sans doute erroné, de penser que la correction des déséquilibres macroéconomiques (déficit budgétaire, inflation, balance des paiements, ...) suffirait à propulser les économies de l'est européen sur une nouvelle trajectoire de croissance leur permettant de rejoindre l'occident* »⁴¹. En effet, tout dépend de la réaction des populations aux réformes. Face à la thérapie de choc bulgare, s'insérer dans un réseau est devenu un moyen de survie. Ce faisant, le citoyen va intérioriser les règles du jeu spécifiques à son réseau et adopter éventuellement un comportement économique non discipliné (corruption, non-respect des règles fiscales, vols, etc.), accentuant la crise économique du pays et incitant les autorités à renforcer la thérapie de choc⁴².

La thérapie de choc bulgare engagée par le gouvernement Dimitrov a généré les effets contraires à son succès. Pour briser ce cercle vicieux, il est nécessaire de rendre à la population bulgare des anticipations optimistes quant à son niveau de vie. Pour cela, le gouvernement Videnov sera amené à transformer le choc en gradualisme (de type hongrois). Gradualisme y compris dans l'établissement d'un système d'incitations et de contraintes qui devrait permettre d'infléchir lentement les habitudes et comportements qui ont été forgés par près d'un demi-siècle de planification centralisée. Seulement alors, il sera possible de prévoir des réactions « rationnelles » de la population bulgare aux réformes économiques.

* une nécessaire économie mixte

Les réseaux constituent la base la plus solide en Bulgarie pour le développement du capitalisme. Or, comme nous l'avons montré, ils n'obéissent à aucunes règles et valeurs collectives. L'effet d'éviction de ces réseaux sur la richesse nationale est énorme. Il apparaît donc nécessaire de canaliser ces réseaux.

C'est à l'Etat qu'incombe ce rôle en tant que représentant par excellence de l'intérêt collectif. Il pourrait jouer un rôle crucial en influençant la stratégie de ces réseaux. A ces fins, il faudrait que l'Etat identifie clairement les principaux réseaux en place ainsi que les différents groupes d'intérêt de manière à pouvoir institutionnaliser les formes particulières de la concurrence qui s'y exerce. Sous cet angle, une « loi sur la concurrence » aurait vraiment des chances de succès. On retrouve une idée similaire chez Robert Boyer: « *les marchés ne sont pas auto-institués mais politiquement et socialement construits [...]. Dès lors, apparaît une étroite interdépendance entre action de l'Etat et constitution du marché [...]* »⁴³. Sur ce point aussi, il est illusoire de croire qu'une stratégie de transformations rapides puisse réussir. Les théories évolutionnistes⁴⁴ nous enseignent que les institutions, les lois et les valeurs ont une grande inertie par rapport au changement.

Ce point de vue implique que l'on reconsidère le rôle de l'Etat en Bulgarie. Ce qui serait déjà en cours si l'on tient compte du programme pour « une économie sociale de marché » sur lequel Jan Videnov a été élu.

* « l'injustice » d'une nécessaire privatisation

Les principales méthodes de privatisation utilisées en Bulgarie sont la privatisation « spontanée » déjà évoquée dans ce texte, la privatisation « par le bas » qui porte sur la création de nouvelles entreprises privées et la privatisation « par le haut » consistant à vendre officiellement des entreprises d'Etat (par des moyens divers)⁴⁵. Quelle que soit la procédure retenue, l'ancienne nomenclatura communiste sera toujours en mesure de s'assurer la mainmise sur les actifs, et cela pour au moins deux raisons: d'une part c'est elle qui dispose des capitaux suffisants, et d'autre part elle est insérée dans les réseaux économiques et politiques les plus puissants.

Du point de vue de « l'accumulation primitive », il est de peu d'importance de savoir qui accumule en premier. L'injustice ayant été commise durant la période prétendue « socialiste », ce n'est pas la privatisation qui sera en mesure de la réparer. La naissance du Capitalisme est un processus fondamentalement injuste, et la Bulgarie n'échappe pas à cette règle.

Les sociétés humaines diffèrent entre elles dans la relation que les individus tissent avec les autres membres de la collectivité. La Bulgarie semble évoluer lentement vers une configuration du capitalisme qui n'a pas d'équivalent à l'Ouest. Il est intéressant, notamment, de souligner le rôle primordial que seul l'Etat peut avoir sur les réseaux et sur la constitution de véritables marchés dans l'avenir.

⁴¹ R. Boyer [1994], p. 3.

⁴² Corruption, fraude fiscale, vol, etc. constituent des effets d'éviction à la politique bulgare.

⁴³ R. Boyer [1994], p. 2.

⁴⁴ Voir J. Schumpeter [1942].

⁴⁵ Le programme du nouveau gouvernement donne la faveur à la privatisation par bons, avec des conditions préférentielles pour les employés.

L'économie bulgare n'est pas « *pourrie* »⁴⁶ comme le suggérait l'ancien ministre des Finances Stoyan Alexandrov, mais traverse une période d'accumulation primitive et « *bien malin qui pourrait anticiper avec quelque certitude les sentiers que suivront les pays d'Europe de l'Est* »⁴⁷.

Manuscrit clos en avril 1995

BIBLIOGRAPHIE

- ANDREFF Wladimir [1993], « *La crise des économies socialistes. La rupture d'un système* », Presse Universitaires de Grenoble
- BOYER Robert [1994], « *Quelles réformes à l'Est? Une approche régulationniste* », Problèmes économiques n°2.374, mai, tiré du Document de travail 93/19 du CEPREMAP.
- BROCLAWSKI Jean-Pierre & HOLCBLAT Norbert [1995], « *Repères économiques pour l'Europe centrale et orientale en 1994* », Le courrier des pays de l'Est n°396, Documentation Française, janvier-février.
- BRUS Wlodzimierz [1970], « *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste* », Maspero.
- CHAVANCE Bernard [1990], « *Quelle transition vers quelle économie de marché pour les pays de l'Est?* », Revue Française d'Economie, Vol. 5, n°4, automne, pp. 83-104
- CHICLET Christophe [1994], « *La Bulgarie en 1993 La lente décomposition du pays* », in « *L'Europe centrale et orientale, Stabilisation politique, reprise économique* », Les Etudes de la Documentation Française.
- FRIEDMAN M. & SCHWARTZ A. [1982], « *Monetary Trends in the United States and the United Kingdom: Their Relationship to Income, Prices and Interest Rates, 1867-1975* », Chicago University Press, Chicago.
- HAYEK F.A.von [1935], « *The present state of the debate* » in « *Collectivist Economic Planning* », Routledge & Kegan.
- KLAUS Vaclav [1990], « *Y a-t-il une troisième voie?* », Le Débat, 59, mars-avril.
- KORNAÏ Janos [1984], « *Socialisme et économie de la pénurie* », *Economica*.
- LANGE Oscar. [1936-37], « *On the Economic Theory of Socialism* », *Review of Economic Studies*, vol. IV, 1&2, October-February.
- LENINE Vladimir Illitch [1917], « *L'Etat et la révolution* », Maison d'édition « 8 Nëntori », Tirana, 1980, notamment à partir de la p 127
- MAGNIN Eric & CHAVANCE Bernard [1995], « *The Emergence of Various Path- Dependent Mixed Economies in Post-Socialist Central Europe* », EHESS, Document de travail du CEMI, Février.
- MARX Karl [1867], « *Le Capital* », livre I, tome III, Editions Sociales.
- NOWICKI Lawrence W. [1994], « *Les progrès et les problèmes de la transition vers l'économie de marché: le cas de la Bulgarie* », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°1, mars.
- RIZOPOULOS Yorgos [1994], « *Etat et marché dans l'Est européen: une approche en termes de réseaux* », in B. Bellon et al., « *L'Etat et le marché* », Paris, *Economica*.
- SCHUMPETER Joseph Aloïs [1942], « *Capitalism, Socialism and Democracy* », Allen and Unwin.
- SLIM Assen [1993], « *L'aide de la CEE aux PECO: modalités et contraintes* », Le courrier des pays de l'Est, n°378, Documentation Française, avril.
- TAILBOT Pierre [1994], « *Les difficultés de la transition bulgare 1991- 1994* », Le courrier des pays de l'Est, n°392, Documentation Française, septembre.

A consulter également:

- BUSINESS CENTRAL EUROPE [1995], « *1995: Growth* », december 1994/january 1995
- CFCE [1993], « *Bulgarie, Guide des affaires* », Centre Français du Commerce Extérieur, Direction de l'Approche des Marchés Extérieurs, Décembre.
- EIU [1994], « *Romania, Bulgaria, Albania* », The Economist Intelligence Unit, 4th quarter.
- EAST WEST (Fortnightly Bulletin) [1995], « *New Bulgarian Government* » N°588, pp. 3-6, February.
- GUERRIEN Bernard [1986], « *La théorie néo-classique, Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général* », *Economica*, 2ème édition.
- MINASSIAN Garabed [1994], « *The Bulgarian Economy in Transition: Is There Anything Wrong With Macroeconomic Policy?* », *Europe-Asia Studies*, Volume 46, N°2, p 337-351.

⁴⁶ Voir C. Chiclet [1994] p. 93.

⁴⁷ R. Boyer [1994], p. 7.